

HORS COMMERCE.

*avec les renseignements
cf. p. 2*

LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES
DE LA
DÉCROISSANCE DE LA NATALITÉ

PAR

Charles GIDE.

EXTRAIT DE LA
REVUE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE.

MARS 1910.

OFFICE DE LA REVUE : RUE DU PARLEMENT, 4, BRUXELLES

HORS COMMERCE.

LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES
DE LA
DÉCROISSANCE DE LA NATALITÉ

PAR

Charles GIDE.

EXTRAIT DE LA
REVUE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE.

MARS 1910.

OFFICE DE LA REVUE : RUE DU PARLEMENT, 4, BRUXELLES.

LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA DÉCROISSANCE DE LA NATALITÉ.

— INHALTS-UEBERSICHT. — *I. Die Lehre des unvermeidlichen Gegensatzes zwischen Wohlstandsvermehrung und Bevölkerungszuwachs. — II. Beweis der Unrichtigkeit dieses Urteils durch die Tatsachen; der Mensch, ein Faktor der Production. — III. Bewährung des Absatzgesetzes in Bezug auf den Mensch : einige Beispiele. — IV. Schluss.*

SUMMARY. — *I. Thesis of the necessary opposition between increase of wealth and increase of population. — II. Defect of that argument proved by the facts : the man, a factor of production. — III. Verification of Say's theory of trade markets with regard to the man : some examples. — IV. Conclusion.*

I.

C E phénomène — quasi universel quoique spécialement accentué en France — de la décroissance de la natalité a suscité beaucoup de craintes au point de vue patriotique et militaire et beaucoup d'indignations au point de vue de la moralité, mais au point de vue économique bien rares ceux qui en gémissent. Au contraire les peuples qui n'ont que peu d'enfants se consolent ou même se félicitent en pensant qu'ils gagnent en richesse ce qu'ils perdent en nombre.

Et à première vue cette thèse semble assez plausible. N'est-elle pas la simple constatation d'un fait, à savoir qu'un enfant coûte cher à élever et que, par conséquent, n'en avoir pas c'est faire l'économie d'une valeur égale? N'est-ce pas là le raisonnement que fait tout bourgeois malthusien et, écartant toute appréciation morale pour s'en tenir au point de vue strictement économique, n'est-ce pas l'évidence même?

Supposons que l'entretien d'un enfant dans une famille bourgeoise revienne en moyenne à 2,000 francs — un peu moins dans les premières années, un peu plus quand l'enfant est devenu jeune homme. Il est clair que le ménage qui n'aura pas à pourvoir à l'entretien de cet enfant pourra économiser ces 2,000 francs. Or, sait-on ce que font 2,000 francs économisés chaque année et placés seulement à 3 1/2 p. c. au bout de 25 ans? cela fait 80,626 francs. Et encore les frais d'entretien d'un enfant dans la famille bourgeoise se prolongent souvent fort au delà de 25 ans. Ainsi donc, autant d'enfants de moins, autant de fois un capital de 80,000 francs rendu disponible. Voici deux familles de même revenu et de même condition sociale, mais l'une avec un seul enfant, l'autre avec six. Hé bien! durant le temps que mettra celle-ci à élever ses six enfants et à les amener à l'âge d'homme, celle-là pourra économiser cinq fois 80,000 francs soit 400,000 francs, en vivant exactement de la même vie que l'autre.

Calcul absurde, dira-t-on, parce que le ménage à un seul enfant profitera de sa situation pour vivre mieux et dépenser davantage. C'est probable — quoiqu'il soit possible aussi qu'il économise en vue d'enrichir le fils unique — mais en faisant toutes les déductions qu'on voudra, la démonstration n'en est pas moins irréfutable. Sans doute la création de capitaux n'est pas une conséquence nécessaire d'un manque

d'enfants, mais elle est incompatible avec l'existence d'un grand nombre d'enfants. L'éducation, sinon même la procréation des enfants, implique une dépense, la plus lourde des charges ; la création de capitaux implique l'épargne : or l'épargne et la dépense sont plus inconciliables que l'eau et le feu. Entre faire des enfants et faire des capitaux il faut choisir.

Mais si ceci est vrai de chaque famille, ne l'est-il point également d'un pays ? Pourquoi la France est-elle le pays qui a le plus de capitaux disponibles, pourquoi est-ce à ses guichets que l'on vient frapper de tous les points du monde où l'on a besoin de quelques centaines de millions, voire même de milliards ? Ce n'est point qu'elle soit le plus riche de tous les pays : non, l'évaluation des statisticiens sur la fortune globale des pays la place au quatrième rang, après les États-Unis, après l'Angleterre, et après l'Allemagne. Ce n'est point non plus qu'elle ait des vertus spéciales pour l'épargne : on le dit généralement, mais les statistiques des caisses d'épargne dans les divers pays ne confirment point cette supériorité de la France. Pourtant, tous les financiers savent que quand ils sont en mal d'argent, c'est en France seulement qu'ils sont sûrs d'en trouver. Il faut donc qu'il y ait quelque raison spéciale à la France qui explique cette abondance de capitaux disponibles — une cause qui n'existe que là et point ailleurs — et comment, dès lors, ne pas établir une relation entre notre fécondité en capitaux et notre infécondité en enfants ? Ces deux mouvements paraissent complémentaires comme le rouge et le vert dans la composition des couleurs. Voilà pourquoi, tandis que chaque année l'Allemagne accroît sa population d'un million de nouveaux citoyens, chaque année aussi la France accroît son capital de deux milliards environ ; le compte y est : un million d'enfants économisés à 2,000 francs font bien deux milliards.

Telle est la thèse de l'opposition nécessaire entre l'accroissement de la richesse et l'accroissement de la population : elle semble bien avoir pour elle la logique, et en tout cas elle a pour elle tout l'enseignement traditionnel de l'économie politique depuis Malthus (1). Tous les économistes classiques déclarent qu'il n'y a qu'une chance de salut pour le peuple, c'est l'emploi simultané de ces deux moyens complémentaires : d'une part, accroissement du capital par l'épargne, de l'autre, limitation de la natalité — ce qui implique une double abstinence, abstinence de la consommation et abstinence dans la procréation : autrement dit, un frein imposé à tous nos appétits, tant ceux de l'ordre économique que ceux de l'ordre sexuel (2), une digue contre le débordement du luxe et contre ce qu'un de ces économistes appelait « le torrent dévastateur des enfants ». Ils étaient ainsi comme hypnotisés tout à la fois par le cauchemar de la surpopulation et par les vertus de l'épargne, ceci devant tuer cela. Leur plus fréquent argument contre le socialisme, et qui revient à chaque instant, c'est que, d'une part, en abolissant la propriété individuelle, il supprimerait tout intérêt à épargner, et que, d'autre part, en mettant les enfants à la charge de la société, il supprimerait tout intérêt à en limiter le nombre, en sorte que, entraînée sur une double pente, la société aboutirait inévitablement à un abîme de misère. L'économiste qui a exprimé avec le plus de force et d'élo-

(1) Je dis depuis Malthus, car avant lui c'était la thèse contraire, celle du parallélisme entre l'accroissement de la population et l'accroissement de la richesse, qui était en honneur, — et nous ne faisons dans cet article que la reprendre. (Voir l'étude de M. LANDRY : *Les trois théories principales de la population*, extrait de la *Revue Scientia*.)

(2) A vrai dire, les économistes classiques se montraient sur ce point un peu innocents, car la limitation de la natalité n'implique aucune abstinence de l'instinct sexuel. Il est vrai que la nature s'était efforcée, dans l'intérêt de l'espèce, d'associer la procréation et la jouissance, mais l'homme a joué au plus fin et a bien su trouver le moyen de la désassocier.

quence la doctrine classique au moment de son apogée, Stuart Mill, écrivait : « Même en supposant un état progressif de la richesse, une limitation prudente et consciente de la population est indispensable pour empêcher l'accroissement des hommes d'enrayer l'accroissement du capital » (1).

II

Pourtant, si plausibles que paraissent tous ces raisonnements, ils ne sauraient prévaloir contre les faits. Or, que voyons-nous en ce moment ? Que les nations qui tiennent le premier rang dans le commerce et l'industrie, les plus riches, ne sont point celles qui se sont montrées les plus avares d'enfants, mais celles, au contraire, où l'accroissement de la population est le plus rapide, où la densité de la population est la plus grande.

De tous les pays celui dont l'essor a été le plus extraordinaire depuis vingt ou trente ans, c'est l'Allemagne. Il y a une génération, lors de la guerre et même tout de suite après, l'Allemagne était un pays pauvre avec une énorme émigration, ce qui semblait indiquer qu'elle était déjà à la limite de son rendement et ne pourrait guère nourrir plus d'hommes qu'elle n'en avait. Or, depuis lors sa population a augmenté de 27 millions d'habitants, soit de plus des $\frac{2}{3}$ en moins de quarante ans, et l'émigration a presque cessé (2), ce qui prouve que sa richesse s'est accrue plus encore que sa population.

Après l'Allemagne, le pays dont le progrès industriel a

(1) *Principes d'E. P.* — Chapitre sur « L'État stationnaire ».

(2) En 1881, l'émigration allemande dépassait 200,000 âmes. Elle est tombée aujourd'hui à 30,000 pour une population beaucoup plus forte : elle est tombée de 48 à 3 pour 10,000. Elle est très inférieure aujourd'hui à celle de l'Angleterre, États Scandinaves, Autriche-Hongrie, Italie, Espagne, Portugal, Belgique, et guère supérieure à celle de la France (celle-ci étant évaluée à 2 p. 10,000).

été le plus rapide, ce sont les États-Unis. Les *census* décennaux donnent le chiffre de sa population et celui de sa richesse, et on voit les deux monter parallèlement, mais le second plus vite que le premier, en sorte que s'accroît non seulement la richesse totale, mais la part de chacun (1). Il faudrait citer aussi parmi les pays dont le progrès économique a été le plus marqué depuis une génération, la Belgique, l'Italie et le Japon, précisément trois pays à augmentation de population très rapide.

En Angleterre, le progrès a été un peu moindre, non que cette puissance ne garde encore le premier rang, mais l'intervalle qui la sépare de ses rivaux diminue ; or, il se trouve (est-ce une simple coïncidence ?) que c'est de tous les pays celui où le taux de la natalité a le plus décliné, plus vite même qu'en France.

En ce qui concerne la France, on sait combien elle s'est laissée distancer pour le commerce extérieur, la production du fer, de l'acier, etc. Elle garde, il est vrai, un beau rang pour la richesse totale, quoique très distancée aussi (2) ; mais, fait significatif, l'accroissement de sa richesse, au lieu de s'accélérer à mesure que sa natalité décroît, comme

(1)	Dates.	Population en millions.	Richesse milliards fr.	Quotient par tête.
	1840	23	361	1,600
	1860	31	82	2,660
	1870	38	152	4,040
	1880	50	225	4 500
	1890	62	332	5 360
	1900	76	482	6,350
	1905	80	560	7,000

(2)	Évaluation de la richesse totale :	
États-Unis	560 milliards francs.
Angleterre	400 —
Allemagne	370 —
France	240 —

le voudrait le raisonnement que nous venons d'exposer, au contraire se ralentit parallèlement et menace, lui aussi, de devenir stationnaire! Ceci est démontré par la statistique des successions. On voit que depuis 1892 l'annuité successorale non seulement ne s'accroît pas, mais tend à décroître (1). Or, l'accroissement de la masse successorale est le signe le plus certain de l'accroissement de l'épargne; voilà donc la preuve que l'épargne ne semble plus s'accroître. On peut dire, et il est probablement vrai, que les dissimulations ont augmenté depuis l'impôt progressif sur les successions et la menace de nouveaux impôts, mais cela ne suffit pas pour expliquer cet état stationnaire.

Ainsi les statistiques se trouvent contredire le raisonnement exposé tout à l'heure, d'après lequel toute diminution de natalité impliquerait accroissement d'épargne et de richesse. Il y a donc lieu de penser que dans ce raisonnement il y a quelque vice. Lequel?

Je pense que c'est tout simplement d'avoir oublié que l'homme est lui-même un facteur de la production et le premier de tous. Saint Paul disait qu'il y a trois grandes vertus : la foi, l'espérance et la charité, « mais, ajoute-t-il, la plus grande de toutes est la charité ». De même, quand les économistes disent : il y a trois facteurs de la production,

(1)	Montant de l'annuité successorale :
	1872-76 4,110
	1877-81 4,870
	1882-86 5,225
	1887-91 5,488
	1892-96 5,890
	1897-01 5,883
	1902-06 5,664
	1907 5,901
	1908 5,879

Ces chiffres sont les chiffres brut, c'est-à-dire sans déduction des dettes : cette déduction serait sans intérêt pour notre démonstration.

la terre, le capital et l'homme, il faut ajouter : « le plus grand de tous c'est l'homme » — beaucoup plus grand que le capital. Comment ! voilà un agriculteur qui élève des bœufs ou des chevaux : il produit une richesse, ou plutôt il produit des agents de la production future, et un père de famille qui élève des enfants que fait-il d'autre au point de vue économique ? Dira-t-on qu'un homme est moins utile qu'un bœuf ou un cheval ?

Je sais bien que l'élevage des enfants n'est pas une opération aussi lucrative que l'élevage du bétail, parce que le père de famille supporte les dépenses et ne recueille pas les bénéfices, et cela par la raison bien simple que l'enfant, sitôt établi, quitte la maison paternelle ou, en tout cas, garde pour lui ce qu'il gagne. Le père de famille se trouve donc dans la situation déplorable où se trouverait notre éleveur s'il voyait ses élèves, dès qu'ils sont d'âge à être utilisés, prendre la clé des champs. L'élevage des enfants n'est une bonne affaire pour le père que dans l'état patriarcal où ils restent sous son autorité et travaillent pour la communauté : il l'est encore parfois pour l'ouvrier qui fait travailler ses enfants dès l'âge de 13 ans, parfois même plus tôt, et peut espérer que ceux-ci, jusqu'à ce qu'ils se marient, rapporteront à la maison tout ce qu'ils gagneront. Quant à la famille bourgeoise l'élevage des enfants est une mauvaise affaire, c'est entendu (1) ! Mais pour le pays, pour la société, c'est au contraire, sauf accidents, un excellent placement.

(1) Encore, même à ce point de vue, il y aurait quelques réserves à faire. Ainsi, quand le père deviendra vieux, il pourra lui être utile d'avoir de nombreux enfants pour l'aider. On a fait remarquer que ce qui rend la question des retraites ouvrières si pressante c'est que les vieux parents n'ont plus d'enfants pour les soutenir, ou que, s'il n'y en a qu'un ou deux, la charge de la pension alimentaire est devenue trop lourde pour eux. Même en Angleterre, quoique la situation soit moins défavorable qu'en France, cette remarque a été faite. (Voir *The Family and the Nation*, par M. et M^{me} WHETHAM.)

On a calculé qu'un enfant d'ouvriers pouvait coûter, pour l'amener à l'âge de demi-ouvrier, à 13 ans environ, 4,000 ou 5,000 francs. Or, il faut bien admettre que cet enfant produira plus tard une richesse au moins de 1,500 ou 2,000 francs, puisque c'est le salaire qu'il touchera et qu'il est bien évident qu'on ne le lui donnerait pas s'il ne produisait pas au moins une valeur équivalente et certainement même beaucoup plus. Voilà donc une dépense de 4,000 ou 5,000 francs qui va produire 1,500 ou 2,000 francs par an pendant quarante ou cinquante ans; c'est un placement à 40 p. c.!

Ainsi il est absurde, je dirais même il est blasphématoire, de considérer les citoyens qui font des capitaux comme les vrais facteurs du progrès économique, tandis que ceux qui font des enfants seraient des dépensiers qui n'augmenteraient que les charges et d'assimiler par là la procréation des hommes à une dépense de luxe. La vérité c'est qu'avoir des capitaux ou créer des enfants sont deux modes de placement, et le second beaucoup plus productif que le premier.

J'entends bien que celui-là suppose celui-ci. Pour élever des enfants il faut avoir des avances, car en attendant que cet enfant arrive à l'âge productif treize ou peut-être trente années s'écouleront : la bouche fonctionne dès la naissance et réclame sa nourriture longtemps avant que les bras aient pu la lui donner. Il faut donc bien que la production des capitaux marche de front avec celle des enfants et même la devance de la durée d'une génération. Je dis seulement que le plus utile emploi que puissent recevoir les capitaux d'un pays c'est de servir à élever des hommes, et, dans une société normale, c'est aux célibataires et aux ménages sans enfants qu'il incomberait de créer les capitaux nécessaires pour que leurs concitoyens puissent élever des enfants et leur trouver un emploi : ceux-ci auront déjà assez de peine pour remplir cette tâche.

A quoi sert-il à la France d'avoir tant de capitaux disponibles — autrement dit, car que signifie ce mot, sinon cela ? — *sans emploi chez elle* ? Si elle avait un million d'enfants de plus, elle utiliserait et garderait ses deux milliards d'épargne annuelle : elle en ferait, de ces sacs d'écus, sa chair et son sang, tandis qu'actuellement ils ne servent qu'à aller nourrir les enfants des autres pays. Je ne dis pas qu'ils soient perdus : je sais que leurs possesseurs ne les envoient pas gratis et en retirent tous les ans un riche tribut sur l'étranger, mais ce tribut qui vient de l'étranger lui est retourné sous forme de nouveaux prêts et pour procurer de l'emploi à de nouveaux enfants. En sorte qu'à ce jeu-là le portefeuille de la France, comme on dit, grossit et s'enfle sans cesse. Mais quand dans un pays il n'y a que le portefeuille qui grossisse, cela est plutôt dangereux pour le pays — et même pour le portefeuille, du jour où il n'y aura plus personne pour le garder !

III.

En somme donc, la thèse que nous opposons à celle exposée au début c'est que chaque homme nouveau qui vient au monde apporte une force productive au moins égale à celle de ses prédécesseurs — probablement même supérieure, en raison des progrès de l'espèce humaine.

Les économistes classiques avaient bien prévu l'objection, mais ils l'écartaient comme une erreur scientifique. « Il est absurde de dire, écrit celui que nous avons déjà cité, Stuart Mill, que chaque nouvelle bouche est accompagnée de deux mains, car les nouvelles bouches consommeront autant que les anciennes, tandis que les nouveaux bras ne produiront pas autant que les anciens bras. » Pourquoi ne produiront ils pas autant ? Parce que, ajoute-t-on, le rendement de la terre et des capitaux est limité et qu'au delà d'un certain degré il ne s'accroît plus que faiblement.

Si, disent-ils, sur un champ de blé qui produit 60 hectolitres, une famille de six personnes peut vivre largement, puisque la ration est de 10 hectolitres par tête, il ne faut pas croire que deux, trois, six personnes de plus pourraient vivre de même, car, quoique chacune d'elles, par son travail supplémentaire, pût faire produire à la terre un supplément de récolte, ce supplément serait moindre et décroissant avec le nombre. C'est là ce que les économistes appellent la loi du rendement non proportionnel et à laquelle ils attachent une importance capitale. Tout cela se tient étroitement dans la doctrine classique; on ne peut nier que ce ne soit solidement construit, du moins cela en a toute l'apparence.

Mais si cette loi est incontestable quand il s'agit de la production agricole et d'un produit spécialement déterminé — car si on peut remplacer sur ce même champ le blé par des roses, tout change déjà! — elle cesse d'être vraie ou du moins d'avoir un intérêt pratique quand on embrasse l'industrie humaine dans sa généralité et qu'on songe que, grâce à l'échange, l'homme peut vivre non seulement de pain mais de charbon, de papier, de clous, de photographies : en sorte que si chaque industrie spécialement considérée est nécessairement limitée, l'industrie dans son ensemble ne connaît pas de limites, parce que toutes les fois qu'elle en rencontre une quelque part, elle s'ouvre d'un autre côté une autre voie.

Entendons-nous, cependant! Je ne prétends point, prenant grossièrement le contre-pied de la thèse précédente, que l'accroissement de la richesse soit indéfiniment proportionnel à l'accroissement de la population. Il est évident, d'une évidence mathématique, qu'une superficie limitée de terre ne peut nourrir qu'un nombre limité d'hommes. Quel est ce nombre limite? Nous n'en savons rien parce qu'il varie selon les temps et selon les lieux. Il est certain que si dans l'espace

d'une génération la population de la France venait à décupler, ce serait une misère et une mortalité effroyables qui auraient tôt fait de ramener ces 400 millions d'habitants à un chiffre très inférieur. Mais, inversement, si la population de la France était abaissée à 1/10^e de ce qu'elle est actuellement, à 4 millions d'habitants, comme elle était du temps des Gaulois, ce serait une misère égale : toute industrie, tout commerce ferait faillite faute de bras et surtout faute de débouchés; la valeur de la terre et des maisons tomberait à rien. Qu'est-ce à dire donc? Qu'il y a pour chaque pays et à chaque moment de son évolution économique une densité *optima* qui coïncide avec le maximum de productivité et de richesse. Le problème est de l'atteindre et de s'y tenir.

Stuart Mill pensait que ce point-là était déjà atteint. « La densité de la population nécessaire pour permettre d'obtenir le maximum d'avantages qui peuvent résulter de la coopération et du rapprochement des individus a déjà été atteinte dans tous les pays les plus peuplés. » Or, il écrivait cela en 1848. Et à cette époque l'Angleterre et l'Écosse avaient 20 millions d'habitants, aujourd'hui 38! La Belgique en avait 4 millions, aujourd'hui 7! Et ces pays ne sont pas plus pauvres qu'au temps où écrivait Stuart Mill : ils sont deux fois plus riches! Il s'est donc bien trompé en croyant que le point limite était atteint. Il ne l'est pas davantage aujourd'hui.

En tout cas, ce qui est certain, c'est que, en ce qui concerne la France, elle est très loin de cette densité *optima*. Il suffit, pour en être convaincu, de la comparer avec celle des autres pays d'Europe : la France ne vient qu'au huitième rang.

(1) Nombre d'habitants par kilomètre carré :			
Belgique	247	Italie	113
Angleterre-Écosse	160	Autriche	87
Hollande	157	Suisse	80
Allemagne	118	France	70

Sa densité est trois fois moindre que celle de la Belgique, la moitié de celle de l'Angleterre et de la Hollande, les trois cinquièmes de celles de l'Allemagne et de l'Italie, inférieure même à celle de l'Autriche et de la Suisse. Et pourtant la terre de France n'est pas moins généreuse que celle de tous ces pays. Je sais bien que pour l'Angleterre, la Belgique et l'Allemagne, on peut dire que ces pays sont mieux pourvus que nous d'un autre genre de pain, le pain de l'industrie, le charbon, qui leur permet d'entretenir une population industrielle et urbaine beaucoup plus agglomérée que la nôtre. Mais, en tout cas, cette explication est sans valeur pour la Suisse, la Hollande et l'Autriche.

Il n'y a donc aucune raison de croire que s'il y avait quelques millions de Français de plus, leur productivité serait moindre que celle des Français d'aujourd'hui. Je sais bien qu'ici encore nous nous heurtons à un préjugé très répandu et qui paraît l'expression même du bon sens. Chaque père de famille dit : « Toutes les carrières sont encombrées. J'ai déjà tant de mal à caser mes fils et mes filles. Que serait-ce si les gens à caser étaient deux fois plus nombreux ? » Eh bien ! je soutiens ce paradoxe qu'en pareil cas il serait plus facile, et non pas plus difficile, de caser ses enfants. D'abord, en ce qui concerne les jeunes filles, on m'accordera bien que, si les jeunes Français étaient deux fois plus nombreux, il serait plus facile pour elles de trouver un mari ; en tout cas, elles auraient plus de choix. Chaque nouvel enfant, du sexe masculin, qui naît, offre une chance de mariage pour un nouvel enfant féminin, et réciproquement. Or, il en est des places comme des mariages : chaque homme nouveau crée des possibilités d'emploi pour d'autres hommes, car il aura besoin d'être nourri, d'être logé, d'être habillé, d'être instruit, d'être soigné, d'être voituré, d'être diverti, et par là il créera du travail

au laboureur, au maçon, au tailleur, au professeur, au médecin, au chauffeur d'automobile, au comédien. Un économiste, J. B. Say, a établi une proposition fameuse dans l'école sous le nom de loi de débouchés. Elle dit que, contrairement au préjugé populaire, une surproduction des marchandises n'est jamais à redouter, parce que tout produit constitue un débouché pour d'autres produits; cette loi est peut-être discutable en ce qui concerne les marchandises, mais elle est bien plus vraie en ce qui concerne les hommes: oui, l'homme est un débouché pour l'homme.

J'ai souvent cité le fait suivant qui me paraît d'une clarté aveuglante. Voilà les viticulteurs de France qui, depuis neuf ans, souffrent d'une crise de mévente — le vin ne se vend pas ou se vend à vil prix — et qui ont perdu chaque année des centaines de millions, et comme capital, par suite de la moins-value des terres, des milliards! Eh bien! supposez que la France eût aujourd'hui la population de l'Allemagne, c'est-à-dire 26 millions d'habitants de plus, et qu'on me dise si, en ce cas, la crise viticole se serait produite? Imaginez le débouché que ces 26 millions d'habitants de plus auraient ouvert à la viticulture: en supposant la même consommation moyenne pour ces Français, hélas! fictifs, que pour les Français réels, environ 1 1/2 hectolitre par tête, ils eussent demandé 39 millions d'hectolitres de plus! Et au lieu de ce magnifique marché de 26 millions de Français, nous en sommes réduits à chercher péniblement en Suisse, en Allemagne, en Belgique, quelques milliers de clients qui, en tout, n'arrivent à consommer guère plus de 2 millions d'hectolitres! (1)

Autre exemple encore plus frappant : la plus-value des

(1) L'exportation moyenne des dix années, 1899-1908, se chiffre par 2,084,000 hectolitres; celle de 1908 à 2,277,000 hectolitres.

terrains. Dans tous les autres pays elle a été la source de fortunes prodigieuses, surtout, cela va de soi, dans les grandes villes et leurs banlieues, mais même sur les terrains ruraux. C'est en partie grâce à cette plus-value du sol arable et, sans avoir besoin de recourir aux droits protecteurs, que les propriétaires anglais ont pu soutenir la concurrence des blés et viandes d'outre-mer. Or en France cette plus-value est nulle, en dehors de Paris et de quelques grands centres. C'est une des raisons pour lesquelles il y a moins de très grosses fortunes en France qu'à l'étranger. Il y a des centaines de villes en France où la valeur des terrains et des maisons est en baisse constante.

Sans doute, en un sens nous ne devons pas nous attrister de ce que la plus-value de terrain n'existe pas chez nous, puisque cette plus-value (*unearned increment*) ne représente qu'un impôt, prélevé par les propriétaires sur la masse de la nation sous la forme de loyers et de fermages, mais néanmoins elle est comme un thermomètre qui indique le degré de température du corps social. Elle s'élève à un degré effrayant, à un degré de fièvre, dans les grands foyers d'activité humaine, non seulement dans les populations grouillantes comme à Londres, mais même dans les *campos* de la République argentine. Or en France ce thermomètre-là marque la température la plus basse, celle des animaux à sang froid. Il en est des hommes comme des tisons : vous les rapprochez, le feu s'avive et la flamme jaillit — vous les écartez, le feu s'éteint.

Prenons encore un exemple : les impôts. Nous étions 36 1/2 millions de Français en 1871 après la perte de l'Alsace-Lorraine, et notre budget était de 2,800 millions, ce qui faisait 77 francs par tête. Aujourd'hui nous sommes 39 millions et notre budget est de 4,200 millions, ce qui fait 107 francs par tête. La charge s'est donc grandement accrue, de 30 francs par tête, près de 40 p. c. Mais si nous étions

65 millions, comme en Allemagne, la charge ne serait que de 65 francs par tête! Ou bien, en supposant que chaque Français supportât la même charge, alors le budget, au lieu de 4,200 millions, pourrait s'élever à près de 7 milliards! Il y en aurait de quoi construire des *Dreadnought*, et équiper des corps d'armées de nègres, et donner des pensions de retraite opulentes à tous les vieillards, et augmenter le traitement de tous les petits fonctionnaires!

Encore un exemple. Voilà les chemins de fer. N'est-il pas évident que leur trafic, tant en marchandises qu'en voyageurs, sera proportionnel, toutes choses égales, à la densité de la population qu'ils desservent? Comparez le trafic du métropolitain, ou même simplement du réseau du Nord, à celui d'un chemin de fer des Basses-Alpes ou de la Lozère. Par la même raison le trafic kilométrique des chemins de fer anglais, belges ou allemands doit être tout autre que celui des chemins de fer français (1). Or les conséquences économiques en sont considérables, car plus le trafic est grand plus on peut abaisser le coût du transport et plus on peut multiplier les lignes et les trains: et l'abaissement du coût du transport et la multiplication des moyens de transport sont évidemment de puissants facteurs de la richesse pour un pays.

Pour le commerce extérieur il en est de même: nous sommes humiliés en constatant que la France, qui venait au deuxième rang après l'Angleterre en 1870, ne vient plus aujourd'hui qu'au quatrième rang. Mais comment aurait-il pu en être autrement? Comment la consommation et le chiffre

(1)

Recettes kilométriques en 1906.

Angleterre.	Fr.	80,000
Belgique		65,000
Allemagne.		59,600
France		41,700

d'affaires d'un pays ne seraient-ils pas en fonction de sa population? En 1874, les trois pays, France, Allemagne et États-Unis, avaient presque une population égale : ils avaient aussi le même total d'échanges. En 1907, la France est très distancée comme chiffre de commerce total ; mais, comme chiffre de commerce *par tête*, elle serre de très près l'Allemagne et est très au-dessus des États-Unis. En d'autres termes, à population égale, elle aurait presque le même commerce que l'Allemagne et distancerait de beaucoup les États-Unis (1).

Nous voici donc amenés à cette conclusion inquiétante que les peuples où la natalité décroît doivent s'attendre à voir la courbe de leur prospérité économique suivre tôt ou tard la courbe descendante de leur natalité. La France s'approche de ce point critique : elle continue à progresser en chiffre *absolu*, mais elle recule *relativement* aux autres pays, parce que ceux-ci, entraînés par la vitesse acquise, continuent leur essor. Mais ils se ralentissent aussi : n'en doutez point ! Le pays qui, avec la France, a été à l'avant-garde de la civilisation, l'Angleterre, en donne déjà des signes irrécusables : la natalité y baisse beaucoup plus rapidement qu'en France, et surtout dans la classe bourgeoise et dans la classe ouvrière d'élite (2). Cela ne l'empêche pas d'avoir encore pour quelque temps un gros excédent de natalité,

(1) En 1874. — Population	Commerce	Moyenne par tête.
France . . . 37	7,200	195
Allemagne . . . 40	6,800	170
États-Unis . . . 40	6,000	150
En 1907. — Population.	Commerce.	Moyenne par tête.
France . . . 39	11,819	303
Allemagne . . . 63	19,267	317
États-Unis . . . 85	16,934	218

(2) De 1876 à 1907 la natalité est descendue de 35 pour 1000 à 26 pour 1000, et dans la mutualité dite les « Cœurs de Chêne », de 24 à moins de 12 pour 1000 ! C'est une chute beaucoup plus rapide qu'en France. (50 p. %.)

En Allemagne la décroissance se fait moins sentir : de 39 pour 1.000 à 32 pour 1,000 (18 p. %) par la même occasion.

parce que sa natalité était autrefois très supérieure à celle de la France et aussi parce qu'elle a su réduire sa mortalité plus que nous.

La seule consolation de la France c'est de penser qu'en reculant elle reste tout de même à l'avant-garde. Elle est dans la situation du coureur, dans un circuit ou dans un vélodrome, qui a déjà doublé la borne et revient en arrière tandis que ceux qui le suivent continuent leur course. Mais ils tourneront à leur tour la borne fatale et passeront dans la piste où nous nous enlisons ! C'est M. Jules Lemaître, je crois, qui a écrit quelque part : « Ce qui me plaît en France, c'est que tout y arrive cent ans plus tôt qu'ailleurs. » Triste et redoutable privilège, et dont nous ne songerons guère à tirer vanité, que de servir de guide et d'entraîneur quand on marche au suicide. D'autant moins que, peut-être, avertis par notre sort, les autres peuples auront le temps de se raviser et de changer leur destin, ou, s'ils s'arrêtent aussi, ce ne sera que parvenus à un degré de densité très supérieur au nôtre et qui maintiendra ainsi les distances (1).

CHARLES GIDE.

(1) Les conséquences économiques de la décroissance de la natalité pourraient être étudiées sous un autre aspect. Comme cette décroissance n'est pas uniforme dans tous les rangs de l'échelle sociale, mais qu'elle se manifeste avec plus d'intensité dans les classes bourgeoises et parmi les ouvriers les plus aisés et les plus prévoyants, il y aurait à se demander si elle n'aura pas pour résultat de modifier très fâcheusement les éléments qui constituent le corps social, de réduire de plus en plus la descendance des prévoyants jusqu'à la diluer et la dissoudre dans la descendance des imprévoyants, d'agir ainsi en contre sens de la loi de sélection naturelle qui tendait, au contraire, à éliminer les incapables, et finalement d'affaiblir les énergies productives de la nation ? On trouvera cette thèse développée avec force dans un livre qui vient de paraître : *The Family and the Nation (A study in natural inheritance and social responsibility)*, par M. DAMPIER-WHETHAM et M^{me} DURNING WHETHAM.

Toutefois, à cette thèse on pourrait répondre que si l'on admet que les pratiques malthusiennes impliquent une conception égoïste et immorale, ou tout au moins timorée de la vie, alors les sociétés ne pourraient que gagner à l'élimination progressive de ceux qui s'y adonnent. Elles y gagneraient non seulement au point de vue moral, mais même au point de vue économique, parce que ceux qui ont de nombreux enfants sont ceux qui ont foi dans l'avenir et qui prouvent par là qu'ils n'ont pas peur de la lutte pour la vie.

